

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES FLANDRES
2 RUE DE LA BATELLERIE CS 94523
59386 DUNKERQUE CEDEX 1**

**MARCHÉ A PROCEDURE ADAPTEE
Publication au BOAMP et au JOUE**

Marché n°2026-02 Travaux d'implantation de la Maison des Aidants et de ses projets connexes dans les locaux de la CPAM des Flandres à Armentières

REGLEMENT DE CONSULTATION

**(R.C.)
TOUS LOTS**

Date limite de réception des offres : 22/06/2026 à 11h00

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le présent marché est un marché de travaux qui a pour objet les travaux d'implantation de la Maison des Aidants et de ses projets connexes (accueil / cabinets contrôle médical) dans les locaux de la CPAM des Flandres à Armentières.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières et annexes (CCTP / CCTC) ci-joint.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. MODE DE PASSATION

La présente consultation est soumise à la législation en vigueur portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité sociale.

2.2. DECOMPOSITION EN LOTS

Le marché est décomposé en 4 lots :

- LOT 1 / Aménagements intérieurs
- LOT 2 / Peinture et sol souple
- LOT 3 / Electricité
- LOT 4 / Ventilation et Plomberie

Chaque lot est un marché. Si un prestataire souhaite se positionner sur plusieurs lots, il devra remplir un acte d'engagement par lot.

2.3. OPTIONS

Sans objet.

2.4. DUREE D'EXECUTION

Le présent marché prendra effet à sa notification et se terminera pour le **31/01/2027**.

2.5. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, **au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres**, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Le pouvoir adjudicateur se réserve également la possibilité de négocier, conformément au Code des marchés publics en vigueur (art 27). La négociation portera sur des aspects matériels

et/ou organisationnels qui ne changeront en aucune façon de manière substantielle l'offre du candidat.

2.6. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.7. SOLIDARITE

Il est rappelé aux concurrents que la forme de groupement solidaire sera imposée après attribution aux candidats retenus qui se seront présentés groupés de façon conjointe.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats sont invités à télécharger le dossier de consultation à partir de la plateforme des achats de l'Etat PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

En cas de difficulté, le dossier pourra leur être transmis par messagerie.

Les concurrents sont alors invités à en faire la demande à :

marches.publics.cpam-flandres@assurance-maladie.fr

Composition du dossier de consultation

- Acte d'engagement (AE)
- Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
- L'ensemble des pièces graphiques annexées au DCE
- Le présent Règlement de consultation (RC)
- Repérage Amiante Avant Travaux (RA-AT)
- DPGF
- Rapport Initial de Contrôle Technique (Dunkerque et Armentières)
- Plan Général de Coordination et ses annexes (PGC) (Dunkerque et Armentières)
- Planning prévisionnel des travaux
- La charte éthique

ARTICLE 4 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les concurrents auront à produire un dossier complet établi en langue française comprenant les pièces suivantes :

4.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Renseignements concernant la situation propre du candidat, renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation des capacités minimales de caractère professionnel, technique et financier à remplir par le candidat.

Chaque candidat, ou chaque membre d'un groupement le cas échéant, doit fournir les renseignements et pièces suivantes :

Situation juridique – références requises :

- Une lettre de candidature mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement. Dans ce dernier cas, la lettre fera apparaître les membres du groupement et sera signée par l'ensemble des membres ou par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces membres ;
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s) à cet effet ;
- Une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
 - b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
 - c) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8221-3, L8221-5, L8251-1, L8231-1 et L8241-1 du Code du travail ;
 - d) qu'il est en règle, au cours de l'année précédent celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L5212-3 et L5212-4, L5212-9 et L5212-5 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Capacité économique et financière - références requises :

Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services auxquels se réfère le marché, réalisés au cours des trois derniers exercices.

Présentation d'une liste des principales références dans le domaine des prestations visées par la présente consultation, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Référence professionnelle et capacité technique – références requises :

- Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;

- Présentation d'une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé ; Ces références doivent être contrôlables, c'est-à-dire comporter au moins la date de réalisation, le montant du marché, l'identité du client ainsi que ses références postales et si possible téléphoniques ;
- Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des services ;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle elle se porte candidate ;

Ces documents devront être intégralement complétés et signés de manière originale par une personne ayant pouvoir d'engager la société.

Les candidats peuvent à cet effet utiliser les imprimés CERFA DC 1 et DC 2.

A ces deux formulaires (DC 1 et DC 2), le candidat peut substituer le Dume ou le e-DUME (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Au 1er octobre 2018, le DUME ne sera plus disponible qu'au format dématérialisé.
Le e-Dume un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat.

Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
- d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
- récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
- Sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse

<https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Il l'imprime alors au format pdf pour l'intégrer à son dépôt électronique.

4.2. PRESENTATION DES OFFRES

- **L'acte d'engagement (AE), complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise habilité pour signer le marché (document joint à compléter), ainsi que ses annexes.**

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par la demande d'acceptation de sous-traitants et d'agréments des conditions de paiement, pour les sous-traitants désignés au marché.

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer à l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ;

- **La charte éthique de la CPAM des Flandres, datée et signée ;**
- **Les attestations d'assurance en cours de validité**
- **Mémoire technique**

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Le choix de l'entreprise sera effectué en tenant compte uniquement des offres remises par les concurrents avant la date limite fixée.

Le Pouvoir adjudicateur attribuera le marché selon les critères ci-dessous :

- 1) Critère 1 prix – Modalités de notation (50 pts)

Le critère prix est noté sur **50 points**.

Un **prix de référence** est déterminé selon les étapes suivantes :

1. Calcul de la moyenne arithmétique des prix de l'ensemble des offres.
2. Identification des offres dont le prix est compris entre **85 % et 115 % de cette moyenne** (corridor de ± 15 %).
3. Le prix de référence est le **prix le plus bas** parmi les offres situées dans ce corridor.

Si aucune offre ne se situe dans le corridor, le prix de référence est égal à 95 % de la moyenne arithmétique des prix.

La note est ensuite calculée comme suit :

La note est égale à 50, diminuée de 5 points par tranche de 10 % d'écart par rapport au prix de référence, que cet écart soit en plus ou en moins.

Formule de calcul :

$$N = 50 - 50 \times \frac{|P - P_{ref}|}{P_{ref}}$$

où :

- N = note attribuée à l'offre
- P = prix de l'offre à noter
- P_{ref} = prix de référence

Toute note négative est ramenée à 0.

Exemples, pour un prix de référence de 100 000 € :

- Offre à 100 000 € → 50/50
- Offre à 90 000 € ou 110 000 € (10 % d'écart) → 45/50
- Offre à 80 000 € ou 120 000 € (20 % d'écart) → 40/50
- Offre à 50 000 € ou 150 000 € (50 % d'écart) → 25/50

2) Critère 2 valeur proposition technique (30 pts)

- Gestion et organisation de l'entreprise pour ce chantier (moyens humains, moyens matériels, organigramme) _ **10 points**
- Qualité des produits et matériaux proposés avec fourniture des fiches techniques _ **10 points**
- Méthodologie d'intervention (organisation chantier, organisation des approvisionnements et du stockage par rapport aux contraintes du site, organisation en période estivale, prise en compte normes sanitaires) _ **5 points**
- Méthodologie de travail (approches de l'entreprise par rapport aux contraintes spécifiques de l'opération, liste des plans et documents envisagés remis en phase de préparation) _ **5 points**

3) Critère 3 Qualité environnementale (10 pts)

- Dispositions prises pour réduire les nuisances vis-à-vis des usagers et des riverains _ **6 points**
- Garantie d'avoir un chantier propre _ **4 points**

4) Critère 4 Planning et délais d'exécution (10 pts)

- Indication des délais par tâches (délais études, délais fabrication, délais de livraison et mise en œuvre) _ **10 points**

NOTATION :

- Sujet non traité ou réponse insatisfaisante : 0 point
- Sujet abordé de façon approximative : 0,5 x point
- Réponse complète et satisfaisante : 1 x point

Toutefois, si les offres s'avèrent identiques, l'attribution s'effectuera en fonction de l'ordre des critères.

ARTICLE 6 – CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

ATTENTION : TRANSMISSION UNIQUEMENT PAR VOIE ELECTRONIQUE

Les offres pourront être transmises à l'Organisme par voie électronique sur le site

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Liste des formats autorisés pour la transmission électronique des plis

Pour présenter sa candidature et son offre, le soumissionnaire devra transmettre des fichiers établis selon un des formats dont la liste suit :

- fichiers liés à des logiciels bureautiques Office (Word, Excel, PowerPoint) ;
- fichiers au format Adobe Acrobat Reader (pdf) ;
- format de compression fichiers zip.

Attention : La signature électronique d'un fichier ZIP ne vaut pas signature des pièces qu'elle contient ; il est donc nécessaire de signer séparément les pièces.

Le soumissionnaire est invité à ne pas utiliser certains formats comme les « exe » ou des outils comme les macros.

Pour tout autre format, le soumissionnaire devra faire une demande par mail à marches.publics.cpam-flandres@assurance-maladie.fr, afin de vérifier la comptabilité des fichiers qu'il envisage de transmettre.

Toute candidature ou offre réceptionnée sous un format électronique autre que dans les formats autorisés ci-dessus sera déclarée irrecevable.

Présentation des fichiers

Les fichiers devront être nommés par le sigle des documents qu'ils contiennent. Par exemple, AE pour Acte d'engagement, DC1 pour la lettre de candidature ...

Utilisation par l'Organisme d'un antivirus avant l'ouverture des plis

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé.

Copie de sauvegarde

Conformément aux dispositions du Code des Marchés publics, les candidats ont la possibilité de remettre une « copie de sauvegarde » qui constitue une copie des dossiers des candidatures

et des offres destinées à se substituer, en cas d'anomalie (défaillance du système informatique qui supporte la dématérialisation ou lorsqu'un virus informatique est détecté), aux dossiers de candidatures et des offres transmises par voie électronique.

Le pli contenant la copie de sauvegarde devra comporter sur l'enveloppe la mention « COPIE DE SAUVEGARDE – APPEL D'OFFRES 2026-02 Travaux d'implantation de la Maison des Aidants à la CPAM des Flandres (Armentières) ». La copie de sauvegarde devra être exclusivement sur format papier.

Rappel : Les candidatures et offres signées à partir d'un certificat de signature PRIS V1 ne seront plus acceptées.

6.3. DATE LIMITE DE RECEPTION

Les plis devront être transmis par tous les moyens permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception, à la CPAM des Flandres, site de Dunkerque, avant le **lundi 22/06/2026 à 11 h 00.**

Les dossiers qui seraient remis ou reçus après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas ouverts.

Une fois que le concurrent aura expédié ou remis son dossier, il ne pourra ni le retirer, ni modifier son offre.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir avant le **05/06/2026 à 11h00** une demande via la plateforme PLACE.

Une réponse sera alors adressée 5 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres à toutes les entreprises ayant retiré le dossier sur la plateforme dédiée (PLACE).

Une visite UNIQUE sur site aura lieu le **mardi 02/06/2026 à 9h30** sur le site d'Armentières (6 rue des Nieulles à Armentières) pour tous les lots.

Cette visite comporte un caractère obligatoire. Une attestation sera renvoyée par voie électronique à l'issue de la visite.

Les entreprises s'adresseront, pour confirmer leur présence, par courrier électronique, à

mathieu.obin@assurance-maladie.fr

ARTICLE 8 – CONSTITUTION DU MARCHE

Le marché ne pourra être attribué au candidat retenu que si celui-ci produit dans un délai de 8 jours francs à compter de la date de réception de la demande du Pouvoir adjudicateur, les certificats et attestations suivantes :

- les pièces mentionnées à l'article D8222-5 du Code du travail ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

A Dunkerque, le 12/06/2026

Le Pouvoir Adjudicateur
La Directrice de la CPAM des Flandres


CAISSE PRIMAIRE
D'ASSURANCE MALADIE
2, rue de la Batellerie
BP 4.523
Magali EVEN 59386 DUNKERQUE Cedex 1